

LES INEGALITES INTERNES

Introduction :

- Tous les pays ne sont pas à égalité face à la mondialisation. En effet, certains pays ont profité plus que d'autres des effets de la mondialisation : certains se sont créés une place dans le commerce mondial du fait de leur spécialisation, d'autres, sont restés à l'écart
- Diversité des inégalités internes : spatiales, sociales, culturelles...

La mondialisation, à travers les effets positifs des échanges internationaux trouvant leur base dans la division internationale du travail, serait un facteur de développement, mais ne serait-elle pas également facteur d'accroissement des inégalités dans les pays du Sud et à l'intérieur des pays ?

1. Les facteurs internes du sous-développement à l'origine du développement des inégalités à l'intérieur des Suds

a. Au départ le choc du marché sur des sociétés rurales

Les sociétés traditionnelles d'Afrique et d'Asie connaissaient le commerce ; mais la logique du marché était subordonnée à celle des communautés (c'est également le cas pour les régimes Ce propriété foncière - généralement collectifs -, les solidarités entre familles et entre communautés, le rôle des anciens dans l'affectation des ressources...).

La concentration de richesses dans les mains de quelques-uns, quand elle se produisait (notamment dans les régimes de type féodal), n'obéissait pas à des règles d'accumulation croissante, mais au contraire de redistribution et de prestige.

En Amérique latine la conquête a produit une économie à dominante rurale, quoique directement intégrée dans le marché mondial puisque tournée vers l'exportation de produits agricoles et miniers. Malgré cette extroversion, l'organisation sociale interne était plutôt à dominante esclavagiste/féodale, et non pas salariale/capitaliste.

La pénétration de la logique du marché s'est effectuée de mille manières selon les pays. Avec ou sans colonisation, avec ou sans industrialisation, avec des indépendances précoces (Amérique latine) ou tardives (Afrique), le fait est que toutes ces économies ont subi les effets de l'extraordinaire expansion de l'Occident et du régime de production qu'il a inauguré.

Cette pénétration s'est opérée directement : l'installation de plantations de type capitaliste, la salarisation de masses de paysans pauvres, la privatisation et la concentration des régimes fonciers, la soumission des paysans à l'impôt obligatoire en argent. Elle s'est aussi faite indirectement : l'explosion démographique induite par les progrès sanitaires et médicaux, le pouvoir d'attraction des villes, des modèles culturels occidentaux.

Partout il en est résulté le déclin, voire la disparition des logiques antérieures, communautaires ou féodales. Il n'y a là aucun jugement de valeur : l'oppression féodale n'a jamais laissé de souvenir nostalgique aux paysans qui l'ont subie, comme ils l'ont montré

par leur soutien à la Révolution russe en 1917 ou au renversement de Hailé Sélassié par les militaires éthiopiens en 1973. A l'inverse, la libération des esclaves brésiliens en 1888 a souvent aggravé leur situation dans l'immédiat, car au moins ils ne connaissaient pas le chômage et la faim avant l'abolition.

b. La création d'excédents de main-d'oeuvre

La destruction des logiques économiques et sociales antérieures a partout le même-effet : la libération, d'une main-d'oeuvre abondante, déracinée, qui émigre vers les villes en quête de sa survie. Or l'industrie « moderne », ne peut leur offrir des emplois en quantité suffisante. S'instaure donc un régime de sous-emploi permanent, baptisé « secteur informel », dans lequel les entreprises modernes puisent le personnel nécessaire au gré des fluctuations de l'activité économique.

Celles-ci sont d'ailleurs particulièrement fortes, comme au temps du capitalisme concurrentiel du XIX siècle dans les pays occidentaux, quand n'existaient pas encore les « stabilisateurs » que représentent les dépenses de sécurité sociale et d'assurance chômage. Le caractère flottant de la main-d'oeuvre dans les marchés du travail des PVD empêche l'émergence réelle de telles institutions.

c Une concentration croissante des ressources et du pouvoir

La présence de cette masse de travailleurs sous-employés permet aux entreprises de limiter les hausses de salaires, et de s'approprier la majeure partie des éventuels gains de productivité dans l'industrie. En Afrique, où l'urbanisation et la dissolution des logiques traditionnelles sont moindres, la mobilisation industrielle des travailleurs est très difficile : aussi les élites urbaines utilisent-elles surtout l'État pour s'approprier une part croissante des ressources, au détriment surtout des paysans.

Dans presque tous les cas il en résulte un dualisme accentué des structures sociales et une très forte concentration des revenus entre les mains de quelque 10 à 25 % de la population. C'est cette élite qui dispose du pouvoir d'achat, et donc de la capacité à orienter l'économie pour la satisfaction de ses besoins. L'agriculture ne vise donc plus à nourrir la population mais à payer des impôts et à fournir des devises. L'industrie ne cherche pas prioritairement à loger et habiller les citoyens, mais à satisfaire la demande des consommateurs aisés en produisant directement voitures et magnétoscopes, ou en exportant des chemises pour pouvoir importer ces objets de rêve...

Cette orientation de l'appareil productif pousse à des choix technologiques apparemment absurdes puisqu'ils aggravent le sous-emploi et l'endettement externe mais en fait logiques puisqu'ils renforcent le pouvoir et les revenus de ceux qui les font. Le " mimétisme " en matière de technologie, tout comme de consommation, n'est que le reflet de cette excessive concentration, et le plus sûr moyen de la perpétuer.

Mais ces distorsions, pour regrettables qu'elles soient, ne sont-elles pas l'inévitable prix à payer pour aboutir à un véritable « décollage » économique ? Les pays occidentaux eux aussi n'ont-ils pas connu la misère de masse, l'émigration forcée et les famines, avant de parvenir à un développement capitaliste plus également réparti ?

2. Le creusement des inégalités socio-spatiales

a. La diversité et l'ampleur des disparités

-Des disparités dans la répartition de la population

De forts contrastes de peuplement opposent souvent - mis à part le cas de certaines îles tropicales ou de régions extrême-orientales densément peuplées - d'immenses zones quasi-vides d'hommes à des franges ou des îlots intensément peuplés. (« peuplement en archipel ») L'Indonésie illustre fort bien l'énormité de ces contrastes : Java, avec 77% de la surface nationale, regroupe 60 % de la population indonésienne, tandis que Kalimantan et la Nouvelle-Guinée occidentale, avec chacune un peu plus du quart de la superficie du pays, ne totalisent respectivement que 5 et 1% de sa population. Ces contrastes remontent, pour la grande majorité des pays du Tiers monde, aux conditions historiques de l'installation des groupes humains (colonisateurs, main-d'œuvre importée d'outre-mer ou transférée de force vers les littoraux...) et sont la traduction spatiale de systèmes de mise en valeur impulsés par l'extérieur ou orientés vers lui.

-Les disparités sont également d'ordre économique.

Inégale répartition des activités sur les territoires nationaux : cultures d'exportation, zones industrielles, agglomérations urbaines et services qui leur sont attachés tendent à se regrouper dans les secteurs littoraux en raison de l'extraversion passée ou encore actuelle de tant de pays du Tiers monde. À l'inverse, les zones intérieures sont marquées par la sous-industrialisation (à quelques exceptions près, et notamment celle des complexes d'extraction des richesses du sous-sol), la prédominance des cultures destinées à l'autoconsommation ou aux marchés locaux, et par l'atrophie des réseaux urbains.

-L'importance des écarts régionaux de revenus.

La mesure de ces disparités est délicate et souvent approximative, mais les chiffres dont on dispose font de cette donnée une caractéristique particulièrement révélatrice du sous-développement. Tandis qu'en France, les écarts de revenus par habitant varient de 1 (Corse) à 1,5 (Ile-de-France), ils s'échelonnent entre 1 (Bihar) et 2,8 (Penjab) en Inde, entre 1 (Côte pacifique) et 3 (District fédéral) au Mexique, 1 (Nordeste) et 4 (Sudeste) au Brésil... Encore faut-il souligner que les régions de référence retenues ici sont très vastes, et que les disparités apparaissent beaucoup plus profondes dès que l'on affine l'analyse : au Brésil, si au lieu de s'en tenir aux grandes régions administratives, on passe au niveau des 26 États ou territoires de la fédération, l'écart passe de 1 (São Paulo) à 8,3 (Piaui, dans le Nordeste)...

Bien entendu, ces données passablement abstraites doivent être perçues dans toutes leurs dimensions sociales et avec la charge d'injustice profonde que révèlent les indicateurs d'espérance de vie, de niveau alimentaire, d'alphabétisation, d'accès aux soins, etc.

b. Des disparités régionales, entre centre et périphérie

-Le poids croissant des littoraux et des régions-capitales

Excepté les cas de zones consacrées activement à la grande agriculture d'exportation ou des enclaves minières, le milieu rural intérieur est affecté par un processus progressif de délaissement : par les actifs jeunes et instruits migrant vers les villes, par les commerçants et industriels qui n'y trouvent pas les débouchés escomptés, par les grands propriétaires eux-mêmes, peu soucieux d'y voir pénétrer des germes subversifs. Les milieux ruraux intérieurs

font donc figure de périphéries dominées voire délaissées par les pôles nationaux le plus souvent en position littorale.

Dans les pays qui disposent d'au moins une façade maritime et il est symptomatique de constater que parmi les plus pauvres, la plupart n'ont pas cet atout, la concentration des activités modernes sur les littoraux s'affirme constamment, de même que sur les grands axes de transport qui desservent l'arrière-pays des principaux ports. Dans le cas le plus répandu, ces activités portuaires dominantes coïncident, de façon révélatrice, avec les principales agglomérations urbaines. Les grandes villes monopolisent, en proportion directe de leur masse et de leur influence, tous les développements actuels et atteignent un degré de concentration démographique et économique peu commun. Le Mexique et l'Inde fournissent de bons exemples de cette concentration.

.Mexico, probablement la première agglomération du monde par le nombre de ses habitants est, avec l'État qui ceinture directement le District fédéral, le cœur incontesté du pays. Comptant 22 % de la population nationale, cet ensemble concentre 32 % de la main-d'œuvre, dont 40 % du personnel des banques et des assurances, 50 % des notaires, des avocats et des comptables, 55 % des employés de l'édition et de l'imprimerie, 70 % des membres des milieux de l'art et du spectacle, et fournit la moitié de la valeur ajoutée industrielle du pays.

.En Inde, où le réseau urbain est plus dense et plus hiérarchisé, Bombay et Calcutta regroupent la moitié de la population active du pays employée dans le secteur secondaire. Bombay, « porte de l'Inde », est devenue le centre principal de la Fédération, doté d'industries modernes et diversifiées à haute valeur ajoutée (instruments de précision, informatique, nucléaire). Son rôle directionnel s'appuie sur la présence de nombreux sièges sociaux industriels et bancaires. Avec le revenu par tête le plus élevé de l'Inde, cette métropole affirme de plus en plus sa prédominance sur Calcutta. Celle-ci, qui n'a pu ou su redistribuer ses activités les moins prestigieuses dans sa périphérie immédiate, souffre de cette congestion et fait figure de centre directionnel et industriel fragilisé. Face à eux, Delhi ou Madras apparaissent très nettement en retrait, et plus encore des agglomérations comme Bangalore ou Hyderabad.

Loin des métropoles, des axes ou des interfaces actives, - que celles-ci soient littorales ou frontalières des « lacunes » ou des « vides intersticiels de dimensions croissantes » apparaissent dans l'espace des pays sous-développés. Il est excessif, dans la plupart des cas, de parler d'espaces autarciques, mais leur degré d'intégration au reste du territoire national peut être extrêmement faible. En Inde, par exemple, l'intérieur de la péninsule du Deccan constitue un vaste ensemble mal intégré à l'économie de marché.

-Des pays éclatés

Face à ces contrastes, les observateurs donnent souvent des pays du Tiers monde l'image de pays éclatés. Exemples : Mexique composé de cinq « nations » distinctes : « Metromex », région capitale, « New Spain », sur les bassins et hauts-plateaux du Mexique central, dans l'orbite directe de la capitale, « South Mexico », sur l'isthme de Tehuantepec et dans le Yucatan, très isolée, ouverte ponctuellement à la modernité par des pôles pétroliers ou touristiques, « clubmex », archipel d'enclaves touristiques internationales, « Mexamerica », enfin, profondément marquée par la présence américaine, à cheval sur la frontière Nord et englobant une grande partie du centre-nord du pays.

Tout en soulignant, elles aussi, l'énormité des contrastes régionaux au sein du Tiers monde. Les études fondées sur l'approfondissement du modèle centre-périphérie tentent de mieux cerner les logiques de fonctionnement de ces espaces nationaux, en soulignant les relations qui unissent des centres dominants, à des périphéries, selon les cas, délaissées, dominées, ou intégrées. D'intéressantes applications de ce modèle ont été faites à propos de la Chine, de l'Union indienne. De l'Indonésie, du Brésil.

c. Un rééquilibrage possible ?

-De nombreuses mesures

Sensibles aux risques économiques et politiques que fait peser l'approfondissement des disparités régionales, les responsables des pays sous-développés tentent de promouvoir un certain rééquilibrage en s'inspirant souvent des politiques d'aménagement menées dans les pays industriels.

L'intégration des espaces marginaux peut être recherchée par l'implantation de nouveaux pôles de développement industriels ou agricoles. Mais reposant surtout sur une activité unique (industrie lourde : sidérurgie, raffineries, production d'énergie ; tourisme international ; aménagements portuaires, ...) ils se révèlent incapables d'y diffuser le progrès attendu. Y. LACOSTE considère même qu'en accentuant l'exode rural et la désarticulation agraire, ces noyaux isolés agissent comme de « véritables pôles de sous-développement ».

Un rééquilibrage peut également être tenté avec la création de villes nouvelles intérieures, en particulier de nouvelles capitales, comme Brasília, Abuja au Nigeria, Yamoussoukro en Côte-d'Ivoire, ou en favorisant l'émergence de réseaux urbains régionaux plus étoffés. Un autre type de solution passe par des efforts de décentralisation industrielle, et même de véritables politiques régionales, comme dans le Sud-Ouest ivoirien, autour du port de San Pedro, ou au Brésil, en faveur du Nordeste sinistré.

Mais faute de moyens financiers et de volonté politique suffisamment affirmée, la plupart de ces mesures n'ont qu'un impact réduit.

-L'importance du rôle des politiques de transport

Au sein des politiques de rééquilibrage, il faut souligner l'importance particulière des choix effectués dans le domaine des transports.

Les infrastructures de transport ont bien longtemps joué et continuent à jouer un rôle essentiel dans l'accentuation des déséquilibres nationaux. Il est inutile d'insister outre mesure sur le rôle des ports dans la métropolisation littorale de la plupart des pays sous-développés. Les infrastructures de communication qui aboutissent à ceux-ci ont souvent eu pour principale sinon unique fonction le drainage des produits miniers ou agricoles vers les sites d'exportation. Tel est le cas des voies ferrées qui ont permis la diffusion de la culture caféière dans l'arrière-pays de São Paulo, ou des nombreux exemples de chemins de fer miniers, notamment africains (Zouérate-Nouadhibou, en Mauritanie, Monts Nimba-Buchanan au Liberia, chemin de fer Congo-Océan au Congo, etc.) Ce type d'infrastructure continue à faire

L'objet de réalisations toujours spectaculaires, telles le Transgabonais ou la liaison Carajas-São Luis au Brésil, qui, outre leur fonction économique, ont généralement valeur de symboles « alimentant identité, reconnaissance et fierté nationale ».

Au-delà de leur fonction principale, les axes de drainage, qu'ils soient ferroviaires ou routiers, ont souvent favorisé l'exode rural des régions intérieures ainsi que l'essor de productions agricoles destinées à l'exportation (cas de la « boucle du cacao » en Côte-d'Ivoire) et finalement contribué à renforcer le dynamisme et la pluriactivité des régions littorales.

Mais les axes de communication s'avèrent également d'indispensables auxiliaires des efforts de rééquilibrage et d'intégration nationale. Le Transgabonais « retourne » vers Libreville la région du Haut-Ogooué jusque-là orientée vers le Congo pour ses exportations de manganèse. La voie ferrée Abidjan-Ouagadougou constitue l'axe majeur de l'urbanisation ivoirienne et a servi de support à une certaine redistribution des industries vers le centre et le nord du pays. Un réseau routier s'avère un facteur d'intégration autrement efficace qu'un axe ferroviaire. La construction des routes transamazoniennes lancées par les militaires au pouvoir au Brésil dans les années 60 cherchait tout autant à assurer le contrôle des confins du territoire national qu'à favoriser le peuplement et la mise en valeur d'immenses régions. Malgré leur inachèvement et leur médiocre viabilité, elles participent activement au dynamisme d'un véritable front pionnier qui prend le Brésil en écharpe, du Maranhao au Mato Grosso.

La route est généralement le point de départ de processus complexes susceptibles de transformer en profondeur des sociétés et des économies restées en marge de la modernité. L'exemple de l'Afrique centrale montre comment la route met en mouvement le processus conduisant au progrès agricole. En RDC, l'approvisionnement vivrier de Kinshasa provient pour une bonne part de l'axe bitumé Matadi-Kinshasa-Kikwit. Au Congo, un large arrière-pays nourricier s'est développé à partir des routes qui conduisent à Brazzaville. Alors que les cours des produits agricoles d'exportation s'effondrent, les campagnes branchées sur des voies de transport retrouvent un peu partout en Afrique un rôle qui leur avait échappé : celui de l'alimentation des villes, et ceci tend à rééquilibrer les relations villes-campagnes, longtemps caractérisées par le rôle prédateur de ces dernières. Un des plus beaux exemples récents d'épanouissement régional est, en Tanzanie, celui des piémonts des Southern Highlands, sur la route internationale qui unit Dar es Salaam à Lusaka, en Zambie partie longtemps déshéritée et sous-peuplée des campagnes tanzaniennes, aujourd'hui productrice majeure de maïs et l'un des foyers les plus actifs de la modernisation agricole dans le pays.

3. L'importance des disparités sociales internes

Les sociétés des pays du Sud reflètent les distorsions et les dualismes.

a. L'élite, une minorité privilégiée

-Résultat d'une combinaison complexe : propriété foncière, monopole des relations avec l'étranger (dans les domaines d'intérêts économiques majeurs notamment), contrôle du service public (haute administration, armée, police, justice...).

-Comportement des classes dirigeante : catégorie sociale oisive ou « semi-oisive », effet de démonstration ou de domination

-Emergence d'une classe d'entrepreneur (groupe Tata ou Mittal en Inde)

→ Souvent perçu comme un élément de blocage au développement

b. Les classes moyennes peu développées

Elles sont très mal connues statistiquement parce que très délicates à isoler dans le corps social incomplet et mouvant des pays du Tiers monde. S. BRUNEL les définit par la perception de revenus intermédiaires et réguliers, par une volonté de promotion sociale pour elles-mêmes et pour leurs enfants, par une certaine capacité à épargner et par une certaine mobilité sociale. Ces classes moyennes restent, en tout cas, fort étroites (18% au Brésil). Leur très forte dépendance vis-à-vis de l'intervention étrangère de la puissance publique et des classes dirigeantes traditionnelles leur interdit d'être - comme ce fut le cas au moment de la révolution industrielle dans les pays aujourd'hui développés - le moteur principal de la dynamique et de la transformation sociale. De nombreux auteurs considèrent que la faiblesse numérique et l'impuissance actuelle de ces couches intermédiaires de même que leurs comportements d'imitation et la précarité de leur position socio-économique, sont une des causes majeures de la perpétuation du sous-développement. Les tensions sociales ne débouchent qu'exceptionnellement sur une remise en cause générale des structures mais s'expriment plutôt dans des révoltes marginales et sporadiques (agitation universitaire, terrorisme urbain, troubles dans les campagnes). Il est fréquent que l'armée, corps intermédiaire nombreux et puissant, à travers lequel chemine une certaine union sociale, reprenne à son compte, au cours d'expériences « progressistes » ou « révolutionnaires » (Pérou, Égypte, Congo, Burkina Faso) quelque'une, de ces revendications difficilement formulées (CF crise malgache actuelle).

c. La marginalisation des classes (masses !) populaires

-Les facteurs et les signes de la marginalisation

Les principaux experts considèrent, qu'environ 40 % des habitants des pays du Tiers monde, dotés d'un revenu dérisoire et précaire, vivent dans des conditions infra-humaines et restent tenu, à l'écart des progrès économiques des services collectifs et des mouvements d'ascension sociale. Ainsi en Inde où la catégorie des « nécessiteux » représente environ 40 % de la population totale et les castes « annexes et arriérées » entre le quart et le cinquième (90 millions d'« intouchables »). Les instruments de la marginalisation sont nombreux et cumulatifs, ainsi que le montre la simple énumération-suivante :

- phénomènes d'isolement et d'enclavement dans des régions, des zones, des quartiers mal ou non desservis par les équipements publics élémentaires (routes, voies, eau, électricité, hygiène...);
- utilisation limitée et épisodique de la monnaie et, de façon générale, faiblesse des échanges dans de vastes zones ou couches sociales :
- retard culturel considérable que les taux pourtant fort élevés d'analphabétisme (fréquemment plus de 80% dans les classes adultes) ne traduisent qu'incomplètement : ainsi en Inde où la masse des écoliers recouvre en fait des phénomènes importants de stagnation et de déchet de l'ordre de 60 à 70 % après la onzième année d'âge;
- conditions dramatiques de l'exode des campagnes vers les villes surpeuplées, avec leur cortège psychosociologique de déracinement, de détribalisation, d'inadaptation, d'acculturation ;
- survivance fragile et constamment menacée de secteurs archaïques tels que l'artisanat et le commerce de taille réduite, en dehors des circuits modernes et organisés de production et de distribution ;
- niveaux d'emploi et de revenu trop bas pour accéder aux normes de consommation pratiquées par les classes plus favorisées ; l'impossibilité d'atteindre ces nouvelles richesses, jointe à la perte des valeurs ancestrales, développe un sentiment généralisé de frustration, expliquant des comportements de délinquance, d'asociabilité, de révolte;

- combinaison fréquente de ces divers facteurs d'isolement social avec des phénomènes de rejet tenant aux différences de couleur, de race, de religion, de culture, d'origine tribale.

-Deux formes principales de marginalisation sociale

-En milieu urbain, les masses marginalisées correspondent aux nouveaux migrants, à la recherche de l'emploi et du logement, et leur nombre, compte tenu de la très rapide croissance urbaine, peut être considérable.

- En milieu rural, les disparités sociales - parfois moins apparentes - sont en réalité plus violentes que dans les villes. Elles reposent principalement sur la possession du sol cultivable, rejetant dans une position inférieure et marginale les paysans sans terre et la masse de tenanciers, « colons », fermiers et métayers, enfermés dans un système semi-féodal de relations avec le grand propriétaire.

Conclusion